

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 17138**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Mention Droit social spécialité Juristes de droit social

Nouvel intitulé : Mention Droit social

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Panthéon Sorbonne - Paris 1	Président de l'université de Paris I

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 315 Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master juristes de Droit social forme des juristes spécialistes de droit social maîtrisant des savoirs mais aussi le savoir-faire nécessaires à la vie professionnelle dans tous les compartiments du droit social dans leur dimension nationale, européenne et internationale, sans oublier l'étude des interactions existant entre le droit social et les autres branches du droit, à commencer par celles qui composent le droit de l'entreprise.

Les titulaires du diplôme peuvent exercer tous les types d'activité auxquels le professionnel spécialiste du droit et de la pratique des relations de travail est susceptible d'être confronté notamment :

- Assurer les activités relevant des directions juridiques (en matière sociale) et des directions des relations sociales d'entreprise ;
- Participer aux activités juridiques conduites par les organisations professionnelles dans le champ des relations de travail ;
- Conseiller en matière sociale des entreprises et des groupes de dimension internationale ;
- Assister et représenter les parties dans les contentieux en matière sociale ;
- Réaliser un audit social.

Afin d'assurer l'ensemble des activités précédentes, le titulaire du Master Droit social est apte à mobiliser des connaissances approfondies et à maîtriser un certain nombre d'outils. Il est capable de :

- maîtriser les différents outils du droit social français, européen et international en vue de rédiger des consultations en matière de droit social ;
- maîtriser les principes essentiels gouvernant les droits du travail et de la protection sociale en vigueur chez les principaux partenaires économiques de la France en vue d'accompagner les entreprises dans leur démarche d'anticipation des évolutions sociales (notamment gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, restructurations) ;
- maîtriser le droit du travail et le droit de la protection sociale en vue d'assurer l'élaboration et le suivi des contrats liant l'entreprise dans le domaine social (contrats individuels de travail, contrats de gestion des fonds d'épargne salariale, contrats de prévoyance) ;
- maîtriser les outils du contentieux en droit social en vue d'établir des conclusions et de présenter des plaidoiries ;
- maîtriser le droit et les pratiques relatifs aux conventions et accords collectifs de travail en vue de participer à la négociation et à la rédaction de ces conventions et accords ;
- connaître les outils du conseil dans le domaine du droit social en vue d'analyser des situations professionnelles afin de proposer des solutions juridiquement pertinentes en appui des directions des ressources humaines, mais aussi des dirigeants de PME-PMI ;
- actualiser ses connaissances en matières de lois, règlements, jurisprudence et doctrine en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence ;
- rechercher et réunir la documentation juridique en vue de procéder à une analyse complète des implications des textes réglementaires et législatifs ;
- assurer la veille juridique en droit social.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Activités judiciaires et parajudiciaires

Services juridiques d'entreprise ou direction des ressources humaines

Secteur associatif ou syndical

Edition juridique

Juriste, avocat, Directeur des Ressources Humaines

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

M1503 : Management des ressources humaines

Réglementation d'activités :

L'exercice de la profession d'avocat réclame l'obtention du certificat d'aptitude à la profession, délivré par un Barreau, après formation du candidat dans une école de formation du Barreau.

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Peuvent accéder à la préparation du diplôme des étudiants

- titulaires d'un master 1 (maîtrise) de droit ;
- ayant une formation juridique jugée équivalente.
- Par la voie de la VAE pour les étudiants en Formation Continue

La capacité d'accueil de la formation se limite à trente deux étudiants en alternance et de 17 stagiaires en Formation Continue

Semestre 3

UE 1 : Contrat de travail, méthodes et sources (5 ECTS), Droit social européen et comparé (5 ECTS), Evaluation d'activités professionnelles (5 ECTS) et Langue vivante (3 ECTS)

UE 2 : Emploi et formation (2 ECTS), Temps de travail, aménagement, durée (2 ECTS) et Hygiène, sécurité et santé au travail (3 ECTS)

UE 3 (éventuellement) : Conflits collectifs et négociation (2 ECTS), Salaire et autres contreparties (2 ECTS) et Protection sociale, prévoyance complémentaire (2 ECTS)

Semestre 4

UE 1 : Contrat de travail, méthodes et sources II (5 ECTS), Droit social européen et comparé II (5 ECTS), Evaluation pratique professionnelle (5 ECTS) et Jeux de rôle (5 ECTS)

UE 2 : Structure de l'entreprise (2 ECTS), Entreprise en difficulté (2 ECTS) et Institutions représentatives du personnel (2 ECTS)

UE 3 (éventuellement) : Contentieux du travail (2 ECTS), Pratique de la négociation collective (2 ECTS) et Relations de travail internationales (2 ECTS)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels
En contrat d'apprentissage	X	Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels
Après un parcours de formation continue	X	Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels
En contrat de professionnalisation	X	Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels
Par candidature individuelle	X	Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels
Par expérience dispositif VAE	X	Une commission composée des deux professeurs responsables du diplôme examine l'ensemble des dossiers de candidatures, procède à un entretien avec les candidats.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

23 août 2005

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002 (date de création du diplôme Master en général)

Pour plus d'informations

Statistiques :

- 47 % environ des diplômés deviennent juristes en entreprise ou dans une organisation professionnelle
- 20 % environ des diplômés deviennent avocats
- 15 % environ des diplômés deviennent des Responsables de Ressources Humaines
- 12 % environ des diplômés deviennent des DRH ou Directeur des Relations Sociales
- 5 % environ des diplômés deviennent journalistes ou rédacteurs en dans l'édition sociale
- 1 % environ des diplômés deviennent des magistrats ou cadres dans la police.

La formation en apprentissage permet aux diplômés de se présenter sur le marché du travail avec une réelle expérience professionnelle. Environ 40 % des diplômés voient leurs contrats d'apprentissage se poursuivre en CDI ou CDD, les autres étudiants trouvent un emploi (en

CDI ou CDD) dans les trois mois qui suivent la formation.

Les diplômés issus de la formation continue connaissent majoritairement une évolution de carrière dans le poste qu'ils occupent, environ 35% des stagiaires opèrent une reconversion professionnelle en lien avec la formation (avocats ou magistrats).

<http://orive.univ-paris1.fr>

Autres sources d'information :

Association du Master II Professionnelle Juristes de Droit Social (1 rue d'ULM 75005 Paris)

Annuaire du Master II Professionnel

Université Paris1 Panthéon Sorbonne

Lieu(x) de certification :

Université Panthéon Sorbonne - Paris 1 : Île-de-France - Paris (75) [12 place du Panthéon 75005 PARIS]

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :

Le Master 2 (Professionnel) Droit social fait suite au DESS Juristes de droit social de l'Université de Paris 1 qui a fait l'objet d'habilitations successives et ininterrompues depuis 1989, date de création du DESS.

Certification suivante : Mention Droit social